

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre clos le 31 mars 2017 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre de 2017 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2016, nos états financiers consolidés audités de 2016 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à [sedar.com](http://sedar.com) ou sur EDGAR, à [sec.gov](http://sec.gov), respectivement. Nous attirons l'attention du lecteur sur notre rapport de gestion annuel de 2016, dans lequel nous avons mentionné que certains chiffres correspondants des périodes précédentes avaient été retraités de manière rétrospective par suite de la décision du comité d'interprétation des IFRS relative à la norme IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Notre stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2016.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 18 avril 2017 et a été approuvé à cette date par le comité d'audit et de risque de notre conseil d'administration (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « premier trimestre » s'entendent de la période de trois mois close le 31 mars 2017, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2016 ou au 31 décembre 2016, selon le cas.

## Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

<b>Secteur</b>	<b>Principales activités</b>
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, de médias numériques et d'édition.

Les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

## Table des matières

Faits saillants stratégiques	3	Engagements et obligations contractuelles	27
Sommaire des résultats financiers consolidés	5	Évolution de la réglementation	27
Principales variations des résultats financiers par rapport à 2016	6	Mise à jour sur les risques et les incertitudes	27
Résultats de nos secteurs à présenter	7	Estimations et méthodes comptables critiques	28
Revue de la performance consolidée	14	Prévisions financières	30
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	17	Indicateurs clés de performance	30
Aperçu de la situation financière	21	Mesures non conformes aux PCGR	31
Situation financière	22	Information complémentaire	35
Gestion des risques financiers	23	À propos des énoncés prospectifs	37

## Faits saillants stratégiques

La stratégie de Rogers vise à relancer la croissance de nos revenus de façon durable et ainsi dégager de solides marges, un résultat d'exploitation ajusté et des flux de trésorerie disponibles élevés, de même qu'augmenter le rendement sur nos actifs et les rendements en faveur de nos actionnaires.

En 2017, nous prévoyons renforcer encore notre souplesse financière et nos activités, ainsi que réaliser les améliorations au chapitre des coûts et de la productivité que recèle notre entreprise. Nous sommes d'avis que ces améliorations permettront à la croissance de nos produits de se traduire en un accroissement de la rentabilité et des flux de trésorerie disponibles.

### Bonifier l'expérience client

Notre priorité consiste à offrir à nos clients les produits et les services dont ils ont envie et besoin pour vivre la meilleure expérience possible. C'est dans cette optique que nous continuons de chercher à devenir un chef de file dans les options en libre-service. Notre exemple le plus récent d'option en libre-service a été le lancement de Rogers EnRoute à la fin de 2016 et son élargissement à l'ensemble du territoire de desserte de notre secteur Cable au premier trimestre de 2017. Nous sommes la première entreprise de télécommunications canadienne à avoir lancé un tel outil, qui permet aux clients de gagner du temps en faisant le suivi, sur leur téléphone, du moment où un technicien arrivera chez eux pour une installation ou un appel de service. La très grande majorité des premiers commentaires reçus de nos clients sont très positifs. Notre approche est bien accueillie par nos clients, puisque nous avons enregistré une hausse d'environ 35 % des opérations en libre-service à l'égard de la marque Rogers et une baisse de 7 % du volume de communications de la part des clients au cours du trimestre à l'étude par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Nous nous réjouissons d'en faire encore plus pour notre clientèle en 2017, notamment en leur offrant davantage d'options en libre-service et de nouveaux modes de communication numérique pour qu'ils puissent nous joindre.

### Demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil

Notre essor s'est accentué au premier trimestre dans le secteur Sans-fil. La croissance de 7 % des produits tirés des services de Sans-fil est la plus élevée depuis 2010, et les ajouts nets d'abonnés aux services facturés se sont chiffrés à 60 000, soit 46 000 de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent; ce sont les ajouts nets les plus élevés que nous ayons enregistrés pour un premier trimestre depuis 2009, et ce, en dépit de la perte nette de 42 000 abonnés aux services prépayés. Nous avons enregistré cette croissance remarquable du nombre d'abonnés aux services facturés tout en inscrivant une solide croissance de 7 % du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre.

Le taux d'attrition des services facturés a diminué de 7 points de base au premier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, se chiffrant à 1,10 %; c'est le plus bas taux d'attrition des services facturés pour un premier trimestre depuis 2010. Nous continuons de nous employer à faire diminuer encore l'attrition grâce aux efforts que nous déployons sans relâche pour améliorer l'expérience client.

### Améliorer le secteur Cable en tirant profit de la puissance de l'Internet et de notre solide plan en matière de produits

Les tendances en matière d'abonnés s'améliorent dans le secteur Cable grâce à la vive popularité du service Internet Élan, par lequel Rogers offre au grand public les vitesses d'accès à Internet les plus rapides sur notre marché. Pour un troisième trimestre d'affilée, nous avons enregistré des ajouts nets positifs de 8 000 abonnés au nombre total d'abonnés dans le secteur Cable grâce aux 30 000 ajouts nets d'abonnés à Internet, en hausse de 14 000 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Nous avons enregistré une croissance de 8 % des produits tirés des services d'accès Internet pour le trimestre. Exclusion faite de la baisse des produits tirés des services de gros découlant de la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») de réduire les tarifs pour les services d'accès, la croissance des produits tirés des accès Internet se serait chiffrée à 11 % pour le trimestre. De même, la croissance des produits et du résultat d'exploitation ajusté de Cable pour le trimestre se serait chiffré à 1 % et à 3 %, respectivement, compte non tenu de cette même incidence.

Environ la moitié de notre clientèle résidentielle abonnée aux services d'accès Internet bénéficie d'un forfait de 100 mégabits par seconde ou plus. Le service Internet Gigabit Élan est maintenant offert sur l'ensemble de notre réseau par câble, qui compte plus de 4 millions de foyers. Grâce à notre réseau de fibre coaxiale hybride, nous sommes en mesure de faire des investissements complémentaires en fonction des succès obtenus à mesure que la demande de vitesse et de capacité s'accroît. De cette façon, nous croyons pouvoir dégager des rendements sur les investissements attrayants.

Vers la fin de 2016, nous avons annoncé la conclusion d'une entente à long terme avec Comcast Corporation (« Comcast »), et nous prévoyons de lancer la plateforme vidéo X1 de Comcast, entièrement sur IP, au début de 2018. Nos clients bénéficieront des investissements considérables que Comcast a consacrés à la recherche et au développement et à sa détermination constante en matière d'innovation. Comcast attribue à sa plateforme évolutive X1 une augmentation du nombre d'abonnés à Xfinity TV, une réduction de son taux d'attrition et une hausse de la loyauté de la clientèle.

Notre adoption de la plateforme X1 nous permet non seulement d'offrir l'accès à l'une des solutions IPTV les plus évoluées, mais également au matériel installé chez l'abonné dernier cri de Comcast, notamment une passerelle sans fil DOCSIS 3.1 de pointe, des prolongateurs sans fil et des terminaux sans fil.

Notre première intention dans le cadre de notre plan d'innovation est d'adopter la nouvelle solution Digital Home de Comcast. Cette nouvelle solution de réseau pour toute la maison permettra aux clients de contrôler et de gérer rapidement et simplement et de manière intuitive tous leurs appareils connectés. La plateforme infonuagique se connectera aux appareils de la passerelle sans fil DOCSIS 3.1 et fournira une connexion rapide et fiable pour la maison. Elle permettra aux abonnés d'ajouter ou de mettre en pause des appareils facilement, de jumeler des prolongateurs sans fil pour amplifier le signal et d'utiliser la commande vocale pour savoir qui est sur le réseau, et ce, de manière sécurisée. Cette solution devrait soutenir l'adoption plus généralisée des appareils connectés et de l'Internet des objets (« IdO »).

La combinaison entièrement IP de la commande vocale, du traitement des données et des vidéos, du système de domotique et de l'IdO grâce à la conjugaison du plus important réseau DOCSIS 3.1 gigabit au Canada et de la technologie de Rogers et de Comcast vise à fournir à nos clients les meilleurs services résidentiels groupés de prochaine génération de leur catégorie au Canada.

### **Axer le secteur Media sur les sports**

Media demeure axé sur un solide portefeuille dans le secteur du divertissement sportif en direct, notamment par l'entremise des Blues Jays de Toronto dont nous sommes les propriétaires, notre entente exclusive avec la Ligue nationale de hockey (« LNH ») et notre participation conjointe dans Maple Leaf Sports & Entertainment Ltd. Pour le premier trimestre de 2017, les tendances positives des produits et du résultat d'exploitation ajusté de Media sont en grande partie attribuables à l'augmentation des produits tirés des divertissements sportifs, elle-même redevable notamment à une distribution versée par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto et à un accroissement des produits tirés des abonnements à Sportsnet.

Sportsnet a l'intention de diffuser 100 événements sportifs en direct au format 4K en 2017. Les consommateurs continuent de porter un intérêt grandissant à la télé 4K, comme le montrent les attentes d'un important fabricant, qui prévoit que les ventes de téléviseurs 4K atteindront 50 % du total des ventes de téléviseurs en 2017. La résolution 4K de haute qualité requiert beaucoup de bande passante. À mesure que s'accroît le nombre de téléviseurs 4K et d'appareils de vidéo en continu dans les foyers, la demande de haut débit binaire renforce les avantages concurrentiels au chapitre de la vitesse et de la capacité que possède notre réseau de fibre coaxiale hybride par rapport aux réseaux traditionnels des entreprises du secteur des télécommunications qui nous livrent concurrence.

Au quatrième trimestre de 2016, nous sommes passés des médias imprimés vers les médias numériques afin de suivre l'évolution des préférences de l'auditoire. Nous avons depuis lors réaligné les ressources et élaboré une feuille de route grâce à laquelle nous veillerons à l'innovation et à la création de nouveaux contenus dans le but d'accroître l'intérêt pour le numérique et d'augmenter les revenus.

### **Mise à jour sur la Société**

Le 13 avril, nous avons annoncé que Joseph Natale allait se joindre à nous à titre de président et chef de la direction de Rogers à compter du 19 avril 2017.

## Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Produits			
Sans-fil	<b>1 968</b>	1 890	4
Cable	<b>855</b>	856	–
Solutions d’Affaires	<b>95</b>	96	(1)
Media	<b>474</b>	448	6
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(54)</b>	(45)	20
<b>Produits</b>	<b>3 338</b>	3 245	3
Résultat d’exploitation ajusté			
Sans-fil	<b>813</b>	763	7
Cable	<b>392</b>	393	–
Solutions d’Affaires	<b>31</b>	31	–
Media	<b>(28)</b>	(49)	(43)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(42)</b>	(37)	14
<b>Résultat d’exploitation ajusté <sup>1</sup></b>	<b>1 166</b>	1 101	6
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée <sup>1</sup>	<b>34,9 %</b>	33,9 %	1,0 pt
Bénéfice net	<b>294</b>	230	28
Bénéfice de base par action	<b>0,57 \$</b>	0,45 \$	27
Bénéfice dilué par action	<b>0,57 \$</b>	0,44 \$	30
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>329</b>	245	34
Résultat par action de base ajusté <sup>1</sup>	<b>0,64 \$</b>	0,48 \$	33
Résultat par action dilué ajusté <sup>1</sup>	<b>0,64 \$</b>	0,47 \$	36
Entrées d’immobilisations corporelles	<b>486</b>	552	(12)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>596</b>	598	–
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	<b>338</b>	220	54
<b>Total des produits tirés des services <sup>2</sup></b>	<b>3 214</b>	3 085	4

<sup>1</sup> Le résultat d’exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté, le résultat par action dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n’ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d’autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

## Principales variations des résultats financiers par rapport à 2016

### Augmentation des produits

Au premier trimestre, les produits ont augmenté de 3 % en raison essentiellement de la croissance de 7 % des produits tirés des services de Sans-fil.

L'augmentation des produits tirés des services de Sans-fil est surtout attribuable à la hausse du nombre d'abonnés et à l'adoption continue des forfaits *Partagez tout* de Rogers, qui dégagent des PMPC des services facturés supérieurs.

Les produits de Cable ont diminué légèrement pour le trimestre en raison des pertes d'abonnés aux services de télévision par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en grande partie compensées par la croissance de 8 % des produits tirés des accès Internet attribuable à l'accroissement du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet, et la migration générale des clients des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures. Exclusion faite de l'incidence de la baisse des produits tirés des services d'accès Internet de gros découlant de la décision du CRTC de réduire les tarifs pour les services d'accès, les produits de Cable et des services d'accès Internet auraient affiché une progression de 1 % et de 11 %, respectivement.

Les produits de Solutions d'Affaires ont diminué de 1 % pour le trimestre considéré, car la croissance des services de prochaine génération sur réseaux possédés, y compris la hausse des produits tirés de nos centres de données, a été plus qu'annulée par la poursuite du recul prévu des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure.

Les produits de Media ont connu une hausse de 6 % au cours du trimestre considéré en raison de la distribution versée par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto et des produits plus élevés tirés des événements sportifs, facteurs en partie contrebalancés par la diminution des produits tirés de la publicité et de la diffusion des produits imprimés principalement imputable au repositionnement stratégique en matière d'édition annoncé vers la fin de l'année dernière.

### Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil a augmenté de 7 % pour le trimestre à l'étude sous l'effet de la hausse des produits tirés des services décrite ci-dessus et des retombées connexes sur le résultat d'exploitation ajusté.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a diminué d'un pourcentage négligeable pour le trimestre à l'étude sous l'effet de la légère baisse des produits décrite ci-dessus.

La perte d'exploitation ajustée de Media a diminué de 43 % pour le trimestre grâce à la croissance des produits décrite ci-dessus, en partie annulée par l'augmentation des charges opérationnelles.

### Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont progressé de 28 % et de 34 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude, en grande partie grâce à la hausse du résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil et de Media mentionnée ci-dessus et de la baisse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

## Résultats de nos secteurs à présenter

### SANS-FIL

#### Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Produits			
Produits tirés des services	<b>1 849</b>	1 734	7
Produits tirés du matériel	<b>119</b>	156	(24)
Produits	<b>1 968</b>	1 890	4
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	<b>456</b>	460	(1)
Autres charges opérationnelles	<b>699</b>	667	5
Charges opérationnelles	<b>1 155</b>	1 127	2
Résultat d'exploitation ajusté	<b>813</b>	763	7
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des services	<b>44,0 %</b>	44,0 %	- pt
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>160</b>	181	(12)

#### Résultats d'abonnements de Sans-fil <sup>1</sup>

(en milliers, sauf les taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation
Services facturés			
Ajouts bruts d'abonnés	<b>343</b>	304	39
Ajouts nets d'abonnés	<b>60</b>	14	46
Total des abonnés aux services facturés <sup>2</sup>	<b>8 617</b>	8 285	332
Attrition (mensuelle)	<b>1,10 %</b>	1,17 %	(0,07) pt
PMPC (mensuels)	<b>119,61 \$</b>	112,23 \$	7,38 \$
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	<b>150</b>	157	(7)
Réductions nettes d'abonnés	<b>(42)</b>	(19)	(23)
Total des abonnés aux services prépayés <sup>2</sup>	<b>1 675</b>	1 587	88
Attrition (mensuelle)	<b>3,74 %</b>	3,65 %	0,09 pt
PMPA mixtes (mensuels)	<b>59,96 \$</b>	58,54 \$	1,42 \$

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

#### Produits tirés des services

L'augmentation de 7 % des produits tirés des services enregistrée au cours du trimestre à l'étude découle des facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés et aux services prépayés;
- l'adoption soutenue des forfaits économiques *Partagez tout* de Rogers. Ces forfaits génèrent des PMPC des services facturés plus élevés, regroupent diverses fonctions supplémentaires et les appels interurbains, offrent la possibilité de combiner l'utilisation et la gestion des données sur plusieurs appareils et donnent accès à nos autres produits et services tels que *Partout chez vous*, *GameCentre LIVE* de la LNH par Rogers, *Spotify* et *Texture par Next Issue*.

L'augmentation de 7 % des PMPC des services facturés du trimestre à l'étude s'explique, entre autres, par l'ajout croissant de nouveaux services aux comptes existants des abonnés, y compris l'adoption soutenue des forfaits *Partagez tout* de Rogers. Les abonnés à ces forfaits ont profité de plus en plus des offres à tarification additionnelle et de leurs forfaits à partager et y accèdent à partir de plusieurs appareils qui sont tous rattachés au même compte.

Les PMPA mixtes ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré en raison de ce qui suit :

- l'accroissement des produits tirés des services mentionné plus haut;
- atténué par l'augmentation globale du nombre de nos abonnés aux services prépayés par rapport à l'exercice précédent.

À notre avis, l'accroissement des ajouts bruts et nets d'abonnés aux services facturés et la baisse du taux d'attrition des services facturés pour le trimestre à l'étude découlent de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à des offres à valeur accrue comme les forfaits *Partagez tout*, au perfectionnement de notre service à la clientèle et à l'amélioration constante de la qualité de notre réseau.

### **Produits tirés du matériel**

La baisse de 24 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré découle des éléments suivants :

- l'augmentation de l'investissement moyen consenti à l'égard des clients qui ont acheté leur appareil et conclu un contrat à terme;
- une diminution de 7 % des rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- facteurs contrebalancés en partie par les ajouts bruts d'abonnés aux services facturés plus élevés.

### **Charges opérationnelles**

#### *Coût du matériel*

La baisse de 1 % du coût du matériel au cours du trimestre considéré découle essentiellement de ce qui suit :

- la diminution du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, mentionnée ci-dessus;
- atténuée par l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés;
- une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé.

#### *Autres charges opérationnelles*

Les autres charges opérationnelles ont augmenté de 5 % pour le trimestre à l'étude en raison des facteurs suivants :

- la hausse du coût des services, en partie à cause de nos produits et services à valeur élevée;
- l'augmentation des commissions attribuable à la hausse des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés;
- facteurs en partie compensés par la diminution des coûts de commercialisation et de publicité.

### **Résultat d'exploitation ajusté**

La hausse de 7 % du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre considéré s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées.

## CABLE

### Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Produits			
Services d'accès Internet	<b>387</b>	360	8
Services de télévision	<b>375</b>	395	(5)
Services de téléphonie	<b>91</b>	99	(8)
Produits tirés des services	<b>853</b>	854	–
Produits tirés du matériel	<b>2</b>	2	–
Produits	<b>855</b>	856	–
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	<b>1</b>	1	–
Autres charges opérationnelles	<b>462</b>	462	–
Charges opérationnelles	<b>463</b>	463	–
Résultat d'exploitation ajusté	<b>392</b>	393	–
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<b>45,8 %</b>	45,9 %	(0,1) pt
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>228</b>	246	(7)

### Résultats d'abonnements de Cable<sup>1</sup>

(en milliers)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation
Services d'accès Internet			
Ajouts nets d'abonnés	<b>30</b>	16	14
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet <sup>2</sup>	<b>2 175</b>	2 064	111
Services de télévision			
Réductions nettes d'abonnés	<b>(24)</b>	(26)	2
Nombre total d'abonnés aux services de télévision <sup>2</sup>	<b>1 796</b>	1 870	(74)
Services de téléphonie			
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	<b>2</b>	(10)	12
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie <sup>2</sup>	<b>1 096</b>	1 080	16
Foyers branchés <sup>2</sup>	<b>4 255</b>	4 153	102
Nombre total d'abonnés <sup>3</sup>			
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	<b>8</b>	(20)	28
Nombre total d'abonnés <sup>2</sup>	<b>5 067</b>	5 014	53

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

<sup>3</sup> Comprend les abonnés aux services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

### Produits

Si les produits ont légèrement reculé pour le trimestre à l'étude, c'est principalement par suite de ce qui suit :

- les réductions d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- l'incidence des prix promotionnels sur les services de téléphonie, liée principalement aux offres groupées Élan;
- la baisse des produits de gros après une décision du CRTC qui a eu pour effet de réduire les tarifs des services d'accès;
- facteurs partiellement compensés par la hausse du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet.

Exclusion faite de l'incidence de la décision du CRTC, les produits de Cable auraient augmenté de 1 % pour le trimestre.

### **Produits tirés des services d'accès Internet**

L'augmentation de 8 % des produits tirés des services d'accès Internet au cours du trimestre à l'étude est attribuable à ce qui suit :

- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- une migration générale des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, comme les services d'accès Internet à large bande Élan;
- facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits tirés des services de gros découlant de la décision du CRTC de réduire les tarifs provisoires pour les services d'accès. Exclusion faite de cette incidence, les produits tirés des services d'accès Internet auraient augmenté de 11 % pour le trimestre.

### **Produits tirés des services de télévision**

Le recul de 5 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre à l'étude s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- l'élargissement de l'offre de prix promotionnels aux abonnés.

### **Produits tirés des services de téléphonie**

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 8 % au cours du trimestre à l'étude en raison de ce qui suit :

- l'incidence des forfaits à tarifs réduits liés principalement aux offres groupées Élan.

### **Charges opérationnelles**

Les charges opérationnelles sont demeurées stables au cours du trimestre à l'étude.

### **Résultat d'exploitation ajusté**

La légère diminution du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre considéré s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées. Si l'on exclut l'incidence de la décision du CRTC de réduire les tarifs pour les services d'accès, le résultat d'exploitation ajusté du trimestre considéré aurait augmenté de 3 %.

## SOLUTIONS D'AFFAIRES

### Résultats financiers de Solutions d'Affaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Produits			
Activités de prochaine génération	<b>78</b>	75	4
Activités traditionnelles	<b>15</b>	20	(25)
Produits tirés des services	<b>93</b>	95	(2)
Produits tirés du matériel	<b>2</b>	1	100
Produits	<b>95</b>	96	(1)
Charges opérationnelles	<b>64</b>	65	(2)
Résultat d'exploitation ajusté	<b>31</b>	31	–
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<b>32,6 %</b>	32,3 %	0,3 pt
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>29</b>	38	(24)

#### Produits

Les produits tirés des services ont diminué de 2 % au cours du trimestre à l'étude en raison du déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix, en partie compensé par la croissance des produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches. Les produits tirés des services traditionnels devraient continuer de reculer tandis que nous concentrons nos efforts visant à inciter les clients à se tourner vers des solutions et services IP plus évolués et plus économiques.

Les services de prochaine génération, qui comprennent les activités de nos centres de données, ont représenté 84 % des produits tirés des services au cours du trimestre considéré (79 % en 2016).

#### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 2 % au cours du trimestre considéré en raison de la baisse des coûts liés aux services étant donné la transition qui continue de s'opérer vers des solutions et des services plus économiques, comme il est expliqué ci-dessus.

#### Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté est demeuré stable pendant le trimestre considéré en raison des variations des produits et des charges mentionnées ci-dessus.

## MEDIA

### Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Produits	<b>474</b>	448	6
Charges opérationnelles	<b>502</b>	497	1
Résultat d'exploitation ajusté	<b>(28)</b>	(49)	(43)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<b>(5,9) %</b>	(10,9) %	5,0 pts
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>13</b>	18	(28)

#### Produits

La hausse de 6 % des produits au cours du trimestre considéré s'explique par ce qui suit :

- une distribution versée aux Blue Jays de Toronto par la ligue majeure de baseball;
- la hausse des produits tirés des abonnements à Sportsnet;
- les ventes de marchandises plus élevées enregistrées par The Shopping Channel (« TSC »);
- facteurs contrés en partie par la baisse des produits tirés de la publicité et de la diffusion des produits imprimés, principalement imputable au repositionnement stratégique en matière d'édition annoncé l'an dernier.

#### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 1 % au cours du trimestre à l'étude en raison de ce qui suit :

- la hausse des coûts liés aux marchandises vendues par TSC;
- facteur atténué par la réduction des coûts de l'édition par suite du repositionnement stratégique mentionné ci-dessus.

#### Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté s'est amélioré de 43 % au cours du trimestre à l'étude en raison de la variation des produits et des charges analysée plus haut.

## ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles			
Sans-fil	160	181	(12)
Cable	228	246	(7)
Solutions d'Affaires	29	38	(24)
Media	13	18	(28)
Siège social	56	69	(19)
Total des entrées d'immobilisations corporelles <sup>1</sup>	486	552	(12)
Intensité du capital <sup>2</sup>	14,6 %	17,0 %	(2,4) pts

<sup>1</sup> Les entrées d'immobilisations corporelles n'incluent pas les dépenses liées aux licences de spectre.

<sup>2</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

### Sans-fil

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil au cours du trimestre à l'étude découle principalement des investissements supérieurs consacrés au réseau LTE pendant le premier trimestre de 2016 par rapport à ceux du premier trimestre de 2017 dans le but d'étendre la couverture et d'améliorer la capacité. Au 31 mars 2017, le déploiement de notre réseau LTE de 700 MHz atteignait 91 % de la population canadienne. Le réseau LTE de 700 MHz fournit un signal de qualité supérieure dans les sous-sols, les ascenseurs et les bâtiments aux murs de béton épais. Le déploiement de l'ensemble de notre réseau LTE atteignait environ 95 % de la population canadienne au 31 mars 2017.

### Cable

La réduction des entrées d'immobilisations corporelles enregistrée par Cable au cours du trimestre considéré découle des investissements consacrés à l'expansion du service d'accès Internet Gigabit Élan à l'ensemble du territoire de desserte de Cable en 2016 et des coûts liés au développement de notre produit IPTV pendant le premier trimestre de 2016. Cette réduction a été contrée en partie par les coûts engagés en vue du lancement prochain de notre plateforme vidéo IP X1 et les investissements en fonction des succès obtenus consentis en 2017 par suite d'une activité plus intense de la part des abonnés.

### Solutions d'Affaires

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Solutions d'Affaires enregistrée pour le trimestre à l'étude s'explique par les investissements plus élevés consacrés à l'infrastructure du réseau au premier trimestre de 2016 comparativement à ceux du premier trimestre de 2017.

### Media

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Media pour le trimestre considéré découle d'investissements supérieurs effectués dans nos plateformes numériques et nos installations de diffusion au cours du premier trimestre de 2016 par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2017. La diminution a été en partie contrebalancée par l'augmentation des investissements dans le Centre Rogers au cours du trimestre à l'étude.

### Siège social

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles liées au siège social au cours du trimestre à l'étude s'explique par les investissements plus élevés consacrés à la technologie de l'information et les améliorations apportées à nos divers bureaux au premier trimestre de 2016 par rapport à ceux du premier trimestre de 2017.

### Intensité du capital

L'intensité du capital a diminué au cours du trimestre à l'étude en raison de l'effet combiné de la baisse des entrées d'immobilisations corporelles dont il a déjà été question plus haut et de l'accroissement du total des produits.

## Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé et d'autres charges qui n'ont pas été analysées au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 166</b>	1 101	6
Déduire (ajouter) :			
Rémunération fondée sur des actions	<b>13</b>	12	8
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>545</b>	574	(5)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>28</b>	44	(36)
Charges financières	<b>190</b>	196	(3)
Autres produits	<b>(11)</b>	(34)	(68)
Charge d'impôt sur le résultat	<b>107</b>	79	35
<b>Bénéfice net</b>	<b>294</b>	230	28

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

### Rémunération fondée sur des actions

Notre charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui comprend des options sur actions (y compris des droits à l'appréciation d'actions), des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées, est habituellement attribuable aux éléments suivants :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- facteurs contrebalancés par l'incidence de certains instruments de capitaux propres dérivés désignés pour couvrir une partie du risque d'appréciation de la valeur des actions à l'égard de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Incidence de l'acquisition des droits	<b>14</b>	16
Incidence des variations du cours	<b>39</b>	22
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	<b>(40)</b>	(26)
<b>Total de la rémunération fondée sur des actions</b>	<b>13</b>	12

### Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>532</b>	549	(3)
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>13</b>	25	(48)
<b>Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total</b>	<b>545</b>	574	(5)

Le montant total des amortissements a diminué pour le trimestre considéré, principalement du fait que certaines immobilisations sont maintenant entièrement amorties.

### Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre considéré, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 28 millions de dollars (44 millions de dollars en 2016). Les frais du trimestre à l'étude correspondaient essentiellement à des indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs.

## Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Intérêts sur les emprunts <sup>1</sup>	186	196	(5)
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	2	50
Profit de change	(8)	(25)	(68)
Variation de la juste valeur des dérivés	8	24	(67)
Intérêts inscrits à l'actif	(4)	(4)	–
Autres	5	3	67
<b>Total des charges financières</b>	<b>190</b>	196	(3)

<sup>1</sup> Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les emprunts à court terme.

### Intérêts sur les emprunts

Les intérêts sur les emprunts ont été moins élevés pour le trimestre considéré en raison d'une diminution du principal de la dette au cours des douze derniers mois et de la diminution du coût moyen pondéré du financement. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » et « Situation financière » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

## Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,6 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	401	309
Charge d'impôt sur le résultat calculée	107	82
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :		
Rémunération fondée sur des actions non déductible	5	3
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	3
Tranche non imposable du gain en capital	(3)	(5)
Autres éléments	(2)	(4)
<b>Total de la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>107</b>	79
Taux d'impôt effectif	26,7 %	25,6 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	160	137

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre considéré a augmenté surtout en raison de l'incidence que l'acquisition de Mobilicity en 2015 avait eue sur la réduction des acomptes provisionnels de 2016.

## Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Bénéfice net	294	230	28
Bénéfice de base par action	0,57 \$	0,45 \$	27
Bénéfice dilué par action	0,57 \$	0,44 \$	30

## Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 166</b>	1 101	6
Déduire :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>545</b>	574	(5)
Charges financières	<b>190</b>	196	(3)
Autres (produits) charges <sup>2</sup>	<b>(11)</b>	5	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat <sup>3</sup>	<b>113</b>	81	40
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>329</b>	245	34
Résultat par action de base ajusté <sup>1</sup>	<b>0,64 \$</b>	0,48 \$	33
Résultat par action dilué ajusté <sup>1</sup>	<b>0,64 \$</b>	0,47 \$	36

n. s. - non significatif

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Les autres charges du trimestre clos le 31 mars 2016 ne tenaient pas compte d'un profit de 39 millions de dollars inscrit sur les dessaisissements liés à des placements.

<sup>3</sup> La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2017 (5 millions de dollars en 2016) lié à l'incidence fiscale des éléments ajustés. La charge d'impôt du trimestre clos le 31 mars 2017 ne tient pas compte non plus des charges de néant (3 millions de dollars en 2016) découlant des modifications apportées aux lois fiscales.

## Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

### Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>1 172</b>	1 093
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	<b>(178)</b>	(120)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>994</b>	973
Impôt sur le résultat payé	<b>(160)</b>	(137)
Intérêts payés	<b>(238)</b>	(238)
<b>Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles</b>	<b>596</b>	598
Activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>(486)</b>	(552)
Entrées de droits de diffusion	<b>(14)</b>	(10)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	<b>(81)</b>	(137)
Autres	<b>(26)</b>	(40)
<b>Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement</b>	<b>(607)</b>	(739)
Activités de financement		
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net	<b>336</b>	205
(Remboursements sur les) émission de titres d'emprunt à long terme, montant net	<b>(53)</b>	119
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	<b>(3)</b>	19
Dividendes payés	<b>(247)</b>	(247)
<b>Entrées de trésorerie liées aux activités de financement</b>	<b>33</b>	58
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<b>22</b>	(83)
(Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	<b>(71)</b>	11
<b>Avances bancaires à la clôture de la période</b>	<b>(49)</b>	(72)

#### Activités opérationnelles

La diminution minimale des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré est essentiellement attribuable à la baisse des entrées nettes liées aux éléments du fonds de roulement en raison de la hausse des paiements versés aux fournisseurs au cours du trimestre considéré et de la hausse de l'impôt sur le résultat en trésorerie par suite de l'acquisition de Mobilicity en 2015, qui a fait baisser nos versements au titre des acomptes provisionnels en 2016, en partie contrebalancées par l'augmentation du résultat d'exploitation ajusté.

#### Activités d'investissement

##### Entrées d'immobilisations corporelles

Au cours du trimestre considéré, nous avons consacré 486 millions de dollars aux entrées d'immobilisations corporelles, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit un montant inférieur à celui du trimestre correspondant de 2016. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour plus de précisions.

## Activités de financement

### Titrisation des débiteurs

Le tableau ci-dessous et les paragraphes qui l'accompagnent résument l'activité de notre programme de titrisation des débiteurs pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Produit tiré de la titrisation de débiteurs	<b>250</b>	250
Remboursements sur la titrisation de débiteurs	<b>(180)</b>	(45)
Produit tiré de la titrisation de débiteurs, montant net	<b>70</b>	205

Au 31 mars 2017, le total de notre financement aux termes du programme de titrisation s'établissait à 870 millions de dollars (800 millions de dollars au 31 décembre 2016).

### Programme de papier commercial

Au cours du trimestre, nous avons mis sur pied un programme de papier commercial libellé en dollars américains qui nous permet d'émettre, sous réserve de l'obtention d'engagements d'achat de la part des investisseurs, jusqu'à un principal total de 1 milliard de dollars américains, somme actuellement approuvée par le conseil. Les fonds peuvent être empruntés aux termes de ce programme selon des durées jusqu'à l'échéance allant de 1 jour à 397 jours. Toute émission réalisée dans le cadre de ce programme sera effectuée à escompte. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir un complément d'information.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, les émissions aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains ont totalisé 200 millions de dollars américains, soit 266 millions de dollars (néant en 2016), lesquelles étaient toujours en cours au 31 mars 2017.

Parallèlement à ces émissions de papier commercial, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

### Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'évolution de nos facilités de crédit bancaire renouvelable et non renouvelable pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos le 31 mars 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars américains	<b>425</b>	<b>1,34</b>	<b>571</b>
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			<b>700</b>
Total des émissions de titres d'emprunt à long terme			<b>1 271</b>
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars américains	<b>(375)</b>	<b>1,33</b>	<b>(499)</b>
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			<b>(575)</b>
Total des remboursements sur les titres d'emprunt à long terme			<b>(1 074)</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos le 31 mars 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars américains	507	1,36	688
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			–
<b>Total des émissions de titres d'emprunt à long terme</b>			<b>688</b>
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars américains	(50)	1,38	(69)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			(500)
<b>Total des remboursements sur les titres d'emprunt</b>			<b>(569)</b>

Certains fonds ont été prélevés en dollars américains sur nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable pour que nous puissions tirer avantage de l'écart de taux d'intérêt favorable; nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement à ces emprunts pour convertir la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de principal en dollars canadiens. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements.

Au cours du trimestre, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable afin, entre autres, de faire passer la date d'échéance de notre facilité de crédit initiale de 2,5 milliards de dollars de septembre 2020 à mars 2022. En outre, nous avons ajouté une tranche de 700 millions de dollars à la facilité qui vient à échéance en mars 2020. Par suite de ces modifications, le plafond de notre facilité de crédit totale s'établit maintenant à 3,2 milliards de dollars. La facilité de crédit renouvelable a pour unique garantie le cautionnement de RCCI et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débentures.

Pendant le trimestre, nous avons remboursé en entier l'encours de notre facilité de crédit bancaire non renouvelable. Par conséquent, cette facilité a été abrogée.

#### *Billets de premier rang*

Nous n'avons pas émis de billets de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

Le tableau qui suit présente un sommaire du remboursement de billets de premier rang effectués au cours du trimestre clos le 31 mars 2017.

(en millions de dollars) Date d'échéance	Trimestres clos le 31 mars 2017	
	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)
13 mars 2017	–	<b>250</b>

Nous n'avons pas remboursé de billets de premier rang ni réglé de dérivés liés à la dette connexes au cours du trimestre clos le 31 mars 2016.

#### *Dividendes*

Le tableau suivant indique les dates de déclaration et de versement des dividendes pour nos deux catégories d'actions.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
26 janvier 2017	13 mars 2017	3 avril 2017	0,48	247
27 janvier 2016	13 mars 2016	1 <sup>er</sup> avril 2016	0,48	247
18 avril 2016	12 juin 2016	4 juillet 2016	0,48	247
11 août 2016	11 septembre 2016	3 octobre 2016	0,48	247
20 octobre 2016	12 décembre 2016	3 janvier 2017	0,48	247

## Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 166</b>	1 101	6
Déduire (ajouter) :			
Entrées d'immobilisations corporelles <sup>2</sup>	<b>486</b>	552	(12)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	<b>182</b>	192	(5)
Impôt sur le résultat en trésorerie <sup>3</sup>	<b>160</b>	137	17
<b>Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup></b>	<b>338</b>	220	54

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Les entrées d'immobilisations corporelles ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation du spectre.

<sup>3</sup> L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté net des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 54 % pour le trimestre considéré en raison de l'accroissement du résultat d'exploitation ajusté et de la baisse des entrées d'immobilisations corporelles, facteurs en partie annulés par la hausse de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

# Aperçu de la situation financière

## États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2017	Au 31 déc. 2016	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
<b>Actifs</b>					
Actifs courants					
Débiteurs	1 739	1 949	(210)	(11)	Tient compte essentiellement de la diminution des créances clients imputable à leur caractère saisonnier.
Stocks	296	315	(19)	(6)	n. s.
Autres actifs courants	325	215	110	51	Tient compte essentiellement d'une augmentation des charges payées d'avance liée aux frais des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil.
Partie courante des instruments dérivés	118	91	27	30	Tient compte principalement des variations des valeurs de marché des dérivés liés aux capitaux propres attribuables à l'appréciation du cours des actions de catégorie B de RCI. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.
<b>Total des actifs courants</b>	<b>2 478</b>	<b>2 570</b>	<b>(92)</b>	<b>(4)</b>	
Immobilisations corporelles	10 704	10 749	(45)	-	Tient compte surtout de la charge d'amortissement, en partie compensée par les entrées d'immobilisations corporelles. Se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour obtenir d'autres renseignements.
Immobilisations incorporelles	7 111	7 130	(19)	-	A trait à l'amortissement des immobilisations incorporelles.
Placements	2 243	2 174	69	3	Tient compte essentiellement de l'augmentation de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 605	1 708	(103)	(6)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés à la dette par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres actifs à long terme	94	98	(4)	(4)	n. s.
Actifs d'impôt différé	7	8	(1)	(13)	n. s.
Goodwill	3 905	3 905	-	-	n. s.
<b>Total des actifs</b>	<b>28 147</b>	<b>28 342</b>	<b>(195)</b>	<b>(1)</b>	
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
Passifs courants					
Avances bancaires	49	71	(22)	(31)	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Emprunts à court terme	1 136	800	336	42	Tient compte des emprunts effectués aux termes du nouveau programme de papier commercial libellé en dollars américains et d'un accroissement des emprunts effectués aux termes du programme de titrisation des débiteurs.
Créditeurs et charges à payer	2 345	2 783	(438)	(16)	Tient compte de la diminution des dettes fournisseurs occasionnée par le caractère saisonnier des activités et le recul des intérêts courus sur la dette à long terme par suite du calendrier des paiements.
Impôt sur le résultat à payer	134	186	(52)	(28)	Tient compte de l'excédent de l'impôt à payer sur les acomptes provisionnels versés.
Partie courante des provisions	101	134	(33)	(25)	Tient compte essentiellement d'une diminution de la provision constituée pour notre quote-part des obligations résiduelles qui devraient se présenter relativement à notre coentreprise shomi faisant suite aux paiements versés.
Produits constatés d'avance	446	367	79	22	Tient compte surtout d'une augmentation des dépôts de clients relativement aux Blue Jays de Toronto.
Partie courante de la dette à long terme	500	750	(250)	(33)	Tient compte du remboursement de billets de premier rang de 250 millions de dollars en mars 2017.
Partie courante des instruments dérivés	26	22	4	18	n. s.
<b>Total des passifs courants</b>	<b>4 737</b>	<b>5 113</b>	<b>(376)</b>	<b>(7)</b>	
Provisions	33	33	-	-	n. s.
Dette à long terme	15 434	15 330	104	1	Tient compte principalement de l'accroissement des prélèvements sur nos facilités de crédit, en partie compensé par une réévaluation faisant suite à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Instruments dérivés	154	118	36	31	Tient compte des variations des valeurs de marché des contrats à terme sur obligations et des dérivés liés à la dette, essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres passifs à long terme	541	562	(21)	(4)	Tient compte essentiellement d'une diminution du passif lié à la rémunération fondée sur des actions.
Passifs d'impôt différé	1 906	1 917	(11)	(1)	n. s.
<b>Total des passifs</b>	<b>22 805</b>	<b>23 073</b>	<b>(268)</b>	<b>(1)</b>	
Capitaux propres	5 342	5 269	73	1	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>28 147</b>	<b>28 342</b>	<b>(195)</b>	<b>(1)</b>	

## Situation financière

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire de l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de nos facilités de crédit bancaire, lettres de crédit et emprunts à court terme.

Au 31 mars 2017 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars US	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	491	9	266	2 434
Lettres de crédit en circulation	59	–	59	–	–
Avances bancaires	–	49	–	–	(49)
Total des facilités de crédit bancaire	3 259	540	68	266	2 385
Titrisation de débiteurs	1 050	870	–	–	180
<b>Total</b>	<b>4 309</b>	<b>1 410</b>	<b>68</b>	<b>266</b>	<b>2 565</b>
Au 31 décembre 2016 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit		Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable		2 500	–	9	2 491
Non renouvelable		301	301	–	–
Lettres de crédit en circulation		59	–	59	–
Avances bancaires		–	71	–	(71)
Total des facilités de crédit bancaire		2 860	372	68	2 420
Titrisation de débiteurs		1 050	800	–	250
<b>Total</b>		<b>3 910</b>	<b>1 172</b>	<b>68</b>	<b>2 670</b>

En plus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenons 1 115 millions de dollars de titres de capitaux propres négociables de sociétés cotées en bourse au 31 mars 2017 (1 047 millions de dollars au 31 décembre 2016).

Au 31 mars 2017, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,66 % (4,72 % au 31 décembre 2016), et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,4 années (10,6 années au 31 décembre 2016). Cette réduction comparative de notre taux d'intérêt moyen pondéré tient compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'utilisation de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains au 31 mars 2017;
- la plus grande utilisation de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation de débiteurs au 31 mars 2017.

Au 31 mars 2017, les notations de crédit attribuées aux débentures et aux billets de premier rang en circulation (long terme) et au papier commercial libellé en dollars américains en circulation (court terme) de RCI se présentaient comme suit :

	Court terme	Long terme <sup>1</sup>
Standard and Poor's Ratings Services	A-2	BBB+ avec perspective stable
Moody's Ratings Services	P-2	Baa1 avec perspective stable
Fitch Ratings	s. o. <sup>2</sup>	BBB+ avec perspective stable

<sup>1</sup> Notation inchangée pendant le trimestre.

<sup>2</sup> Nous n'avons pas demandé à Fitch de notation relativement à nos instruments à court terme.

## Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2016. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 31 mars 2017, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 89,6 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (91,2 % au 31 décembre 2016).

### Dérivés liés à la dette

#### Facilités de crédit bancaire

Au cours du trimestre considéré, nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement aux prélèvements que nous avons effectués sur nos facilités de crédit par suite de l'écart de taux d'intérêt favorable obtenu sur nos emprunts libellés en dollars américains. Nous avons utilisé ces dérivés pour atténuer le risque de change et le risque de taux d'intérêt liés aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains. En raison de la nature à court terme des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit, nous ne les avons pas désignés à titre de couvertures à des fins comptables.

#### Papier commercial

Au cours du trimestre considéré, nous avons conclu des dérivés liés à la dette se rapportant à notre papier commercial en dollars américains afin d'atténuer le risque de change et le risque de taux d'intérêt relatifs aux montants prélevés dans le cadre de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Nous n'avons pas désigné ces dérivés liés à la dette à titre d'instruments de couverture à des fins comptables.

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, nous avons conclu et réglé des dérivés liés à la dette se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et au programme de papier commercial libellé en dollars américains, comme l'illustrent les tableaux ci-dessous.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>			
Dérivés liés à la dette conclus	<b>875</b>	<b>1,33</b>	<b>1 165</b>
Dérivés liés à la dette réglés	<b>825</b>	<b>1,32</b>	<b>1 092</b>
Trésorerie nette payée			<b>(3)</b>
<i>Programme de papier commercial</i>			
Dérivés liés à la dette conclus	<b>200</b>	<b>1,33</b>	<b>266</b>
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>			
Dérivés liés à la dette conclus	724	1,35	976
Dérivés liés à la dette réglés	342	1,39	474
Trésorerie nette payée			(19)

Au 31 mars 2017, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et sur notre papier commercial s'élevaient respectivement à 200 millions de dollars américains et à 200 millions de dollars américains (150 millions de dollars américains et néant au 31 décembre 2016).

#### Billets de premier rang

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette relativement aux billets de premier rang. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

### Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons ni conclu ni réglé de contrat à terme sur obligations au cours du trimestre à l'étude. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

### Dérivés liés aux dépenses

Au 31 mars 2017, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 185 millions de dollars américains (1 290 millions de dollars américains au 31 décembre 2016), venaient à échéance d'avril 2017 à décembre 2018 (de janvier 2017 à décembre 2018 au 31 décembre 2016) et le cours de change moyen s'établissait à 1,32 \$ CA/1 \$ US (1,32 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2016).

Les tableaux ci-dessous résument l'activité relative à nos dérivés liés aux dépenses pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	<b>120</b>	<b>1,29</b>	<b>155</b>
Dérivés liés aux dépenses réglés	<b>225</b>	<b>1,33</b>	<b>300</b>

  

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	420	1,39	584
Dérivés liés aux dépenses réglés	210	1,22	256

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

### Dérivés liés aux capitaux propres

Au 31 mars 2017, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,4 millions d'actions de catégorie B de RCI (5,4 millions au 31 décembre 2016) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,44 \$ (50,30 \$ au 31 décembre 2016).

En mars 2017, nous avons réglé des dérivés liés aux capitaux propres en cours, pour un produit net de 6 millions de dollars, et conclu de nouveaux dérivés liés à 1 million d'actions de catégorie B de RCI qui viennent à échéance en mars 2018. Nous avons également signé des accords de prorogation pour les contrats de dérivés liés aux capitaux propres restants selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2018 (auparavant en avril 2017).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

## Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 mars 2017			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 654
En passifs	1 500	1,3388	2 008	(93)
Dérivés liés à la dette courante non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	400	1,3443	538	(6)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 555
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs			900	(61)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	750	1,2860	965	29
En passifs	435	1,3739	598	(20)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				9
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs			276	40
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 543
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2016			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 751
En passifs	1 500	1,3388	2 008	(68)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	150	1,3407	201	–
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 683
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	–	–	900	(51)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	990	1,2967	1 284	40
En passifs	300	1,4129	424	(21)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				19
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	270	8
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 659

## Dette nette ajustée et ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou avances bancaires.

	Au 31 mars <b>2017</b>	Au 31 décembre 2016
(en millions de dollars, sauf les ratios)		
Dette à long terme <sup>1</sup>	<b>16 051</b>	16 197
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit	<b>(1 596)</b>	(1 740)
Emprunts à court terme	<b>1 136</b>	800
Avances bancaires	<b>49</b>	71
Dette nette ajustée <sup>2</sup>	<b>15 640</b>	15 328
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté <sup>2,3</sup>	<b>3,0</b>	3,0

<sup>1</sup> Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme avant les coûts de transaction différés et les escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

<sup>2</sup> La dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>3</sup> Le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté est calculé en fonction du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois consécutifs.

De plus, nous détenons au 31 mars 2017 des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 1 115 millions de dollars (1 047 millions de dollars au 31 décembre 2016).

Notre dette nette ajustée a augmenté de 0,3 milliard de dollars depuis le 31 décembre 2016, en raison surtout de l'utilisation saisonnière de liquidités pour l'exercice de nos activités.

## Actions ordinaires en circulation

	Au 31 mars <b>2017</b>	Au 31 décembre 2016
Actions ordinaires en circulation <sup>1</sup>		
De catégorie A avec droit de vote	<b>112 411 992</b>	112 411 992
De catégorie B sans droit de vote	<b>402 398 133</b>	402 396 133
Total des actions ordinaires	<b>514 810 125</b>	514 808 125
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	<b>3 478 639</b>	3 732 524
Options en circulation exerçables	<b>1 771 215</b>	1 770 784

<sup>1</sup> Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

## Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 20 et 28 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2016.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2016, depuis le 31 décembre 2016.

## Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 9 février 2017 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2016. Aucune modification importante concernant la réglementation n'est survenue depuis cette date.

## Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 9 février 2017, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

### Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Frais liés au service d'urgence 911**

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Appareils cellulaires**

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Issue des procédures**

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de l'une ou l'autre de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. S'il devient probable que la Société sera tenue responsable des réclamations déposées contre elle, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité surviendrait; une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

## **Estimations et méthodes comptables critiques**

Notre rapport de gestion annuel de 2016, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2016 et les notes y afférentes présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

### **Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2017**

Nous avons adopté les nouvelles modifications de normes comptables suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*
- IAS 12, *Impôts sur le résultat*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

### **Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées**

Nous sommes tenus d'adopter les nouvelles normes comptables suivantes au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société a entrepris d'évaluer l'incidence des nouvelles normes sur ses prochains états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2016 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

Nous continuons d'évaluer l'incidence de chacune de ces normes sur nos états financiers consolidés et nous progressons dans la mise en œuvre de ces normes. En date du présent rapport de gestion, aucune modification importante n'a été apportée aux informations à fournir dans le cadre de la mise en œuvre de ces normes dans nos états financiers de 2016. Pour ce qui est de l'IFRS 15, nous avons mis sur pied une équipe qui s'assure de notre conformité aux exigences de cette norme. Nous mettons actuellement en place un nouveau système qui nous permettra de respecter les exigences de la norme pour chaque contrat et nous prévoyons mettre ce système en service en 2017 pour entamer la comptabilisation en parallèle selon l'IAS 18 et selon l'IFRS 15. Nous aurons élaboré à cette fin des processus détaillés de validation des données, que nous suivrons pendant toute la durée de l'exercice 2017. Par conséquent, nous poursuivons notre évaluation de l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés, et il n'est pas possible pour l'heure d'en faire une estimation raisonnable. Nous communiquerons les répercussions financières estimatives de l'adoption de l'IFRS 15 dans nos états financiers consolidés annuels de 2017.

### Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Les activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées se résument comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques	7	5

La Société a également conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés qu'il contrôle. Ces transactions sont assujetties à des ententes officielles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers relativement à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

### Contrôles et procédures

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui aurait eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

### Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison notamment des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016.

## Prévisions financières

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au résultat d'exploitation ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux entrées nettes d'immobilisations corporelles qui ont été présentées le 26 janvier 2017. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel de 2016. Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2016 et dans le présent rapport de gestion. Nous estimons que ces indicateurs clés de performance nous permettent de mesurer adéquatement notre performance par rapport à notre stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de nos pairs et de nos concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ils comprennent les éléments suivants :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par compte (PMPC) des services facturés;
- les produits moyens par abonné (PMPA) mixtes;
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

## Mesures non conformes aux PCGR

Nous utilisons les mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil, pour évaluer notre performance et prendre des décisions au sujet de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de notre performance opérationnelle, de notre capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté  Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de notre capacité à générer des flux de trésorerie.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement.</li> <li>Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction.</li> </ul>	<p>Résultat d'exploitation ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, autres charges (produits), charges financières, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, rémunération fondée sur des actions et dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes</p> <p>Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée : Résultat d'exploitation ajusté Divisé par l'élément suivant produits (produits tirés des services de Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté  Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments indiqués puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents.</li> </ul>	<p>Résultat net ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes, perte (profit) sur la vente ou la liquidation de placements, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté : Résultat net ajusté Divisé par l'élément suivant nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net  Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Indicateur important de notre solidité et de notre performance financières puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans l'entreprise.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents.</li> </ul>	<p>Résultat d'exploitation ajusté Moins les éléments suivants entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de notre entreprise et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	<p>Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme</p>	Dette à long terme
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de notre entreprise et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	<p>Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)</p>	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

## Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Bénéfice net	294	230
Ajouter (déduire) :		
Charge d'impôt sur le résultat	107	79
Autres produits	(11)	(34)
Charges financières	190	196
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	28	44
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	545	574
Rémunération fondée sur des actions	13	12
Résultat d'exploitation ajusté	1 166	1 101

## Rapprochement de la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée		
Résultat d'exploitation ajusté	1 166	1 101
Diviser par : Total des produits	3 338	3 245
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	34,9 %	33,9 %

## Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Bénéfice net	294	230
Ajouter (déduire) :		
Rémunération fondée sur des actions	13	12
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	28	44
Profit sur les dessaisissements liés aux placements	-	(39)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(6)	(5)
Ajustement fiscal, modification des lois fiscales	-	3
Résultat net ajusté	329	245

## Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Résultat par action de base ajusté :		
Résultat net ajusté	329	245
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515
Résultat par action de base ajusté	0,64 \$	0,48 \$
Résultat par action dilué ajusté :		
Résultat net ajusté	329	245
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	517	517
Résultat par action dilué ajusté	0,64 \$	0,47 \$

## Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	596	598
Ajouter (déduire) :		
Entrées d'immobilisations corporelles	(486)	(552)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(182)	(192)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	28	44
Intérêts payés	238	238
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	178	120
Autres ajustements	(34)	(36)
Flux de trésorerie disponibles	338	220

## Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

	Au 31 mars	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	<b>2017</b>	2016
Partie courante de la dette à long terme	<b>500</b>	750
Dette à long terme	<b>15 434</b>	15 330
Coûts de transaction différés et escomptes	<b>117</b>	117
	<b>16 051</b>	16 197
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	<b>(1 555)</b>	(1 683)
Ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette représentant un actif	<b>(41)</b>	(57)
Emprunts à court terme	<b>1 136</b>	800
Avances bancaires	<b>49</b>	71
Dette nette ajustée	<b>15 640</b>	15 328
	Au 31 mars	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	<b>2017</b>	2016
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté		
Dette nette ajustée	<b>15 640</b>	15 328
Diviser par : Résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois	<b>5 157</b>	5 092
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté	<b>3,0</b>	3,0

## Information complémentaire

### Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2017	2016				2015		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
<b>Produits</b>								
Sans-fil	<b>1 968</b>	2 058	2 037	1 931	1 890	1 981	1 973	1 903
Cable	<b>855</b>	858	865	870	856	855	871	869
Solutions d'Affaires	<b>95</b>	96	95	97	96	95	94	94
Media	<b>474</b>	550	533	615	448	560	473	582
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(54)</b>	(52)	(38)	(58)	(45)	(39)	(27)	(45)
<b>Total des produits</b>	<b>3 338</b>	3 510	3 492	3 455	3 245	3 452	3 384	3 403
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>								
Sans-fil	<b>813</b>	792	884	846	763	754	879	841
Cable	<b>392</b>	435	431	415	393	426	416	414
Solutions d'Affaires	<b>31</b>	30	31	31	31	30	31	27
Media	<b>(28)</b>	49	79	90	(49)	56	58	90
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(42)</b>	(47)	(40)	(35)	(37)	(40)	(39)	(35)
<b>Résultat d'exploitation ajusté<sup>1</sup></b>	<b>1 166</b>	1 259	1 385	1 347	1 101	1 226	1 345	1 337
<b>Déduire (ajouter) :</b>								
Rémunération fondée sur des actions	<b>13</b>	16	18	15	12	16	13	14
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>545</b>	555	575	572	574	580	576	562
Dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes	<b>-</b>	484	-	-	-	-	-	-
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>28</b>	34	55	27	44	23	37	42
Charges financières	<b>190</b>	188	188	189	196	192	190	182
Autres (produits) charges	<b>(11)</b>	(4)	220	9	(34)	4	(31)	26
<b>Bénéfice net (perte nette) avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>401</b>	(14)	329	535	309	411	560	511
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	<b>107</b>	(5)	109	141	79	112	135	148
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>294</b>	(9)	220	394	230	299	425	363
<b>Bénéfice (perte) par action</b>								
De base	<b>0,57 \$</b>	(0,02) \$	0,43 \$	0,77 \$	0,45 \$	0,58 \$	0,83 \$	0,70 \$
Dilué	<b>0,57 \$</b>	(0,04) \$	0,43 \$	0,76 \$	0,44 \$	0,58 \$	0,82 \$	0,70 \$
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>294</b>	(9)	220	394	230	299	425	363
<b>Ajouter (déduire) :</b>								
Rémunération fondée sur des actions	<b>13</b>	16	18	15	12	16	13	14
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>28</b>	34	55	27	44	23	37	42
Profit sur l'acquisition de Mobilicity	<b>-</b>	-	-	-	-	-	(74)	-
Perte liée à une obligation d'achat liée à la participation ne donnant pas le contrôle	<b>-</b>	-	-	-	-	-	72	-
Perte sur la liquidation de shomi	<b>-</b>	-	140	-	-	-	-	-
Perte nette (profit net) sur les dessaisissements liés aux placements	<b>-</b>	-	50	-	(39)	-	-	-
Dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes	<b>-</b>	484	-	-	-	-	-	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	<b>(6)</b>	(143)	(56)	(9)	(5)	(7)	(12)	(13)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	<b>-</b>	-	-	-	3	-	-	6
<b>Résultat net ajusté<sup>1</sup></b>	<b>329</b>	382	427	427	245	331	461	412
<b>Résultat par action ajusté<sup>1</sup></b>								
De base	<b>0,64 \$</b>	0,74 \$	0,83 \$	0,83 \$	0,48 \$	0,64 \$	0,90 \$	0,80 \$
Dilué	<b>0,64 \$</b>	0,74 \$	0,83 \$	0,83 \$	0,47 \$	0,64 \$	0,89 \$	0,80 \$
<b>Entrées d'immobilisations corporelles</b>	<b>486</b>	604	549	647	552	773	571	621
<b>Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles</b>	<b>596</b>	1 053	1 185	1 121	598	950	1 456	1 114
<b>Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup></b>	<b>338</b>	392	598	495	220	274	660	476
<b>Total des produits tirés des services<sup>2</sup></b>	<b>3 214</b>	3 306	3 328	3 308	3 085	3 214	3 183	3 204

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

## Sommaire de l'information financière du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 31 mars (non audité) (en millions de dollars)	RCI <sup>1,2</sup>		RCCI <sup>1,2</sup>		Filiales non garantes <sup>1,2</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Totaux	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	<b>1</b>	5	<b>2 917</b>	2 843	<b>483</b>	452	<b>(63)</b>	(55)	<b>3 338</b>	3 245
Bénéfice net (perte nette)	<b>294</b>	230	<b>321</b>	114	<b>181</b>	225	<b>(502)</b>	(339)	<b>294</b>	230
À la clôture de la période (non audité) (en millions de dollars)	RCI <sup>1,2</sup>		RCCI <sup>1,2</sup>		Filiales non garantes <sup>1,2</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Totaux	
	31 mars 2017	31 déc. 2016	31 mars 2017	31 déc. 2016	31 mars 2017	31 déc. 2016	31 mars 2017	31 déc. 2016	31 mars 2017	31 déc. 2016
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	<b>24 049</b>	22 831	<b>20 898</b>	19 665	<b>10 183</b>	9 780	<b>(52 652)</b>	(49 706)	<b>2 478</b>	2 570
Actifs non courants	<b>29 305</b>	28 812	<b>38 388</b>	38 448	<b>5 757</b>	5 805	<b>(47 781)</b>	(47 293)	<b>25 669</b>	25 772
Passifs courants	<b>27 246</b>	25 712	<b>26 054</b>	25 190	<b>5 731</b>	5 558	<b>(54 294)</b>	(51 347)	<b>4 737</b>	5 113
Passifs non courants	<b>17 271</b>	17 159	<b>2 069</b>	2 084	<b>72</b>	75	<b>(1 344)</b>	(1 358)	<b>18 068</b>	17 960

<sup>1</sup> Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

<sup>2</sup> Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

## À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

### Énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cible » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas tous nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugions raisonnables au moment de leur utilisation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le résultat d'exploitation ajusté;
- les entrées d'immobilisations corporelles;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils s'abonnent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date à laquelle les énoncés prospectifs sont formulés.

## Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives, les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

## Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » ainsi que les rubriques du rapport de gestion annuel de 2016 intitulées « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques », ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles sur les sites Web [sedar.com](http://sedar.com) et [sec.gov](http://sec.gov), respectivement. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###